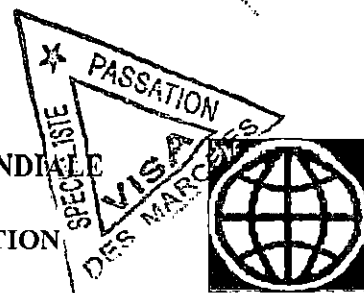




COOPÉRATION CAMEROUN BANQUE MONDIALE

CAMEROON WORLD BANK COOPÉRATION



MINISTÈRE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

MINISTRY OF POSTS AND TELECOMMUNICATIONS

PROJET D'ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION
NUMERIQUE AU CAMEROUN (PATNUC)

PROGRAM FOR THE ACCELERATION OF THE DIGITAL
TRANSFORMATION OF CAMEROON (PATNUC)

UNITÉ DE GESTION DU PROJET

PROJECT IMPLEMENTATION UNIT

Passation des Marchés de Fournitures et de Prestations de Services non Intellectuelles

DEMANDE DE COTATIONS

Émise le 22 NOV 2023

DEMANDE DE COTATIONS
N° 77/MINPOSTEL/PATNUC/CSPM/SPM/2023 du 22 NOV 2023 relative à la
souscription d'une police d'assurance maladie et individuelle accident en faveur du
personnel de l'Unité de Gestion du Projet d'Accélération de la Transformation
Numérique au Cameroun (PATNUC) et leurs ayants droit

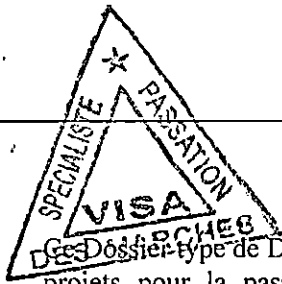
Projet :

PROJET D'ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION NUMERIQUE AU CAMEROUN (PATNUC)

Pays : Cameroun

Financement : CREDIT N° IDA 69870-CM

Code Step: CM-MINPOSTEL-258902-GO-RFQ



Préface

Ces Dossiers-type de Demande de Cotations a été préparé à l'intention des ministères techniques et projets pour la passation des marchés de fournitures, par consultation de fournisseurs (à l'échelon international ou national) selon les modalités prévues dans le Crédit N° IDA 69870-CM et le Manuel de Procédure du PATNUC. Afin de clarifier et d'harmoniser la présentation des Dossiers de Consultation pour chacun des Marchés, le présent dossier, comprend les pièces suivantes :

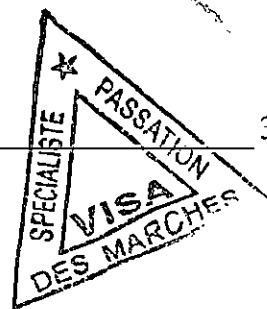
Le présent dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Section 1 : Les instructions aux fournisseurs ;
- Section 2 : La lettre de Demande de Cotations ;
- Section 3 : Les modèles d'annexes ;

Il est recommandé aux candidats de bien lire les Instructions aux Soumissionnaires de même que les spécifications techniques des fournitures demandées, qui sont des spécifications minimales. Puis, ils devront constituer leurs offres suivant les documents types joints en annexe.

A ce titre, ils devront prendre soin de compléter la lettre de Demande de Cotations et de confirmer les prescriptions techniques dans le bordereau descriptif.

Table des Matières

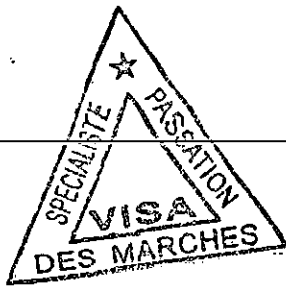


Section I – Instructions aux fournisseurs

A. Introduction.....	4
1. Dispositions générales	4
B. Le Dossier de Demande de Cotations.....	4
2. Contenu du Dossier	4
C. Préparation des offres	4
3. Langue de l'offre	4
4. Documents constitutifs de l'offre	4
5. Cotation	5
6. Monnaie de l'offre	5
7. Délai de validité des cotations	5
D. Dépôt des cotations	5
8. Cachetage et marquage des offres	5
9. Date et heure limite de dépôt des offres	6
E. Ouverture des plis et évaluation des offres.....	6
10. Ouverture des plis par la Commission.....	6
11. Evaluation et Comparaison des offres	7
F. Attribution du Marché	7
12. Attribution du Marché	7
13. Notification de l'attribution du Marché.....	7
14. Signature de la lettre de Marché.....	7
15. Corruption et manœuvres frauduleuses	7

Section II – Lettre de Demande de Cotations8-9

Section III – Modèles d'annexes.....	10
1. Lettre de Cotations	
2. Bordereau Descriptif et Quantitatif (à remplir par le Fournisseur)	
4. Description technique des fournitures (à remplir par le PATNUC)	
3. Lettre Commande	
5. Tableau comparatif des cotations (à remplir par le PATNUC)	
6. Liste des établissements bancaires et organismes financiers autorisés à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics	

**Section I - Instructions aux Fournisseurs¹**

L'objet de la Section I est de donner aux fournisseurs les renseignements dont ils ont besoin pour soumettre leurs offres conformément aux conditions fixées par le Projet. Elle fournit également des renseignements sur la remise des offres, l'ouverture des plis, l'évaluation des offres et l'attribution du Marché².

A. Introduction

- 1. Dispositions générales** 1.1 Le terme "jour" désigne un jour calendaire.

B. Le Dossier de Demande de Cotations

- 2. Contenu du Dossier** 2.1 Le Dossier de demande de Cotations décrit les fournitures faisant l'objet du Marché, fixe les procédures de la consultation et stipule les conditions du Marché. Le dossier comprend les documents énumérés ci-après :
- (a) Demande de Cotations (DC) ;
 - (b) Bordereau Descriptif et Quantitatif (BDQ) ;
 - (c) Modèle de lettre de cotation ;
 - (d) Modèle de lettre de Marché et
 - (e) Modèle de tableau de comparaison des cotations.
- 2.2 Le Fournisseur³ devra examiner les instructions, modèles, conditions et spécifications contenus dans le Dossier de consultations.

C. Préparation des offres

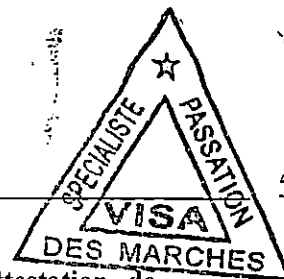
- 3. Langue de l'offre** 3.1 La cotation ainsi que toutes les correspondances y relatives, seront rédigées en Français ou en Anglais, correspondant à la langue de l'Acheteur⁴.
- 4. Documents constitutifs de l'offre** 4.1 Le Soumissionnaire devra joindre à son offre les autres documents suivants :
- (a) La lettre de cotations, datée et signée ;
 - (b) Le Bordereau Descriptif et Quantitatif dûment rempli, daté et signé ;
 - (c) Le projet de Lettre Commande dûment paraphé à chaque page, daté et signé,
 - (d) Les références du fournisseur : Expérience dans la couverture des risques similaires sur les cinq dernières

¹ Les Instructions aux soumissionnaires ne font pas partie du Marché et ne sont plus applicables une fois le Marché signé.

² Le terme "Marché" signifie l'Accord de Marché signé par l'Acheteur et le Fournisseur, ainsi que les documents contractuels visés dans ledit formulaire, y compris toutes les pièces jointes, annexes et tous les documents qui y ont été inclus par voie de référence.

³ Le terme "Fournisseur" signifie toute personne physique, privée ou entité gouvernementale ou toute combinaison de ces éléments, dont l'offre a été acceptée par l'Acheteur et qui est désignée comme tel dans l'Accord de Marché

⁴ Le terme "Acheteur" signifie l'entité achetant les fournitures et les services connexes, telle qu'elle est identifiée dans la présente Demande de Cotations.



années (joindre les références, contrats, attestation de service fait ou Procès-Verbal de réception suivant le cas.);

- (e) Les états financiers CIMA C4, C10B et C11 certifiés par les Cabinets d'expertises comptables des trois (03) dernières années (2020, 2021 et 2022) ;
- (f) L'Agrément du MINFI et l'adhésion CIMA certifié par le MINFI
- (g) Les pièces administratives indiquées au point 5.4 ci-dessous

5. Cotation

5.1 Le Fournisseur précisera dans la lettre de cotation le lieu de livraison et la nature des prix :

- a. hors taxes et tous droits de douanes (HT/HD) ;
- ou
- b. toutes taxes et tous droits de douanes (TTC), compris.

5.2 Le Fournisseur complètera le Bordereau Descriptif et Quantitatif fourni dans le Dossier de Demande de Cotations, en indiquant les caractéristiques des fournitures dans la ligne qui lui est réservée, les prix unitaires, le prix total pour chaque article et les délais des fournitures qu'il se propose de livrer en exécution du présent Marché.

5.3 Le Fournisseur remplira et signera le projet de lettre de Marché.

5.4 Le fournisseur produira également un dossier administratif composé des pièces originales ou copies certifiées conformes par les services émetteurs et composés des éléments suivants en cours de validité : (i) Registre de Commerce ; (ii) Non redevance; (iii) la déclaration sur l'honneur de non abandon des prestations d'assurance; (iv) attestation de non faillite; (v) attestation de non exclusion des marchés publics et l'ARMP, (vi) Attestation CNPS, (vii) le Numéro d'identifiant Unique, (viii) Attestation de domiciliation bancaire

NB :

- 1. *L'absence des pièces du dossier administratif énumérées au point 5.4 ci-dessus n'est pas éliminatoire, toutefois lesdites pièces seront demandées si le soumissionnaire est adjudicataire du marché.*
- 2. *Il est rappelé que les pièces administratives qui devront être datées de moins de trois (3) mois et produites en originaux ou en copies certifiées conformes par l'autorité émettrice compétente*

6. Monnaie de l'offre

6.1 Les prix seront libellés en FCFA.

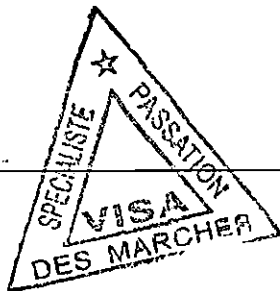
7. Délai de validité des cotations

7.1 Les cotations seront valables pour la période 90 jours.

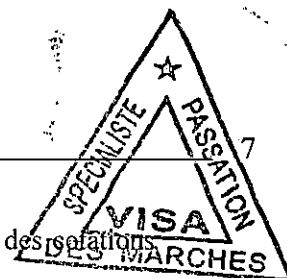
D. Dépôt des cotations

8. Cachetage et marquage des offres

8.1 Les Fournisseurs placeront l'original et six (06) copies de leur cotation dans une enveloppe cachetée :



- (a) adressée à l'Acheteur à l'adresse indiquée dans la lettre de Demande de Cotations : **Dr MFUH Windfred FUAYE KENJI** Coordonnateur National du Projet d'Accélération et de Transformation Numérique au Cameroun (PATNUC), Tél. : 222 232 628 E-mail : procurement@patnuc.cm / contact@patnuc.cm ; et
- (b) portera le nom du projet, le titre et le numéro de la Consultation, tels qu'indiqués dans la lettre de Demande de Cotations.
- 9. Date et heure limite de dépôt des offres**
- 9.1 Les cotations doivent être déposées à l'adresse spécifiée au paragraphe 8.1 (a) ci-dessus au plus tard à l'heure et à la date indiquées dans la lettre de Demande de Cotations.
- E. Ouverture des plis et évaluation des offres**
- 10. Ouverture des plis**
- 10.1 L'ouverture des plis se fera en présence des représentants des fournisseurs qui souhaitent assister à l'ouverture, à la date, à l'heure et à l'adresse précisée dans la lettre de Demande de Cotations.
- 10.2 L'Acheteur préparera un procès-verbal de la séance d'ouverture des plis.



11. Evaluation et Comparaison des offres

11.1 L'Acheteur procédera à l'évaluation et à la comparaison des cotations en procédant dans l'ordre suivant :

- l'examen de la recevabilité des dossiers administratifs
- l'examen de la conformité des cotations, du point de vue des délais et spécifications techniques ; toutes les caractéristiques évoquées sont essentielles ; toute offre non conforme sera rejetée. Seules les offres conformes pour l'essentiel feront l'objet de l'analyse financière ;
- la vérification des opérations arithmétiques, en multipliant le cas échéant les prix unitaires par les quantités et en utilisant le prix en lettres pour procéder aux corrections nécessaires ;
- l'élaboration d'un tableau récapitulatif des cotations ;
- Le soumissionnaire doit prouver, documentation à l'appui qu'il satisfait aux exigences de capacité technique ci-après :

le soumissionnaire fournira, inclus dans son offre, les preuves écrites que les prestations se conforment à la description des prestations et la liste du personnel à assurer et leur famille spécifiées à la pièce 3 de la présente Demande de Cotations avec les détails des principaux risques couvert.

L'expérience dans la couverture des risques similaires par la présentation d'une liste des marchés analogues (au moins deux (02) marchés similaires d'un montant minimum de 16 000 000 FCFA TTC chacun) réalisés par le soumissionnaire en tant que Prestataire principal au cours des trois (03) dernières années (2020, 2021 et 2022), doit être fournie avec les montants en monnaie librement convertible (HT & TTC) et les noms des Administrations acheteuses.

N.B : joindre les copies des contrats/marché enregistré (premières et pages de signature) et des procès-verbaux de réception ou attestations de service fait y relatifs

F. Attribution du Marché

12. Attribution du Marché

12.1 L'Acheteur attribuera le Marché au Fournisseur, dont il aura déterminé que l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier de Demande de Cotations, et qu'elle est la cotation la moins disante.

13. Notification de l'attribution du Marché

13.1 La signature de la lettre de Marché par le Fournisseur et l'Acheteur constituera la formation du Marché. Cette lettre de Marché sera notifiée par ordre de service, invitant le Fournisseur à livrer les fournitures dans les conditions de la lettre de Demande de cotations.

14. Signature de la lettre de Marché

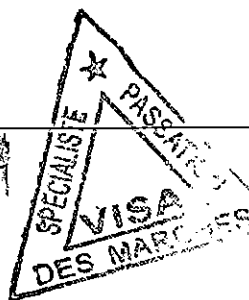
14.1 Dans les trente (30) jours suivant la date de réception de la cotation, l'Acheteur signera et datera le Marché et le renverra au Fournisseur.

15. Corruption et manœuvres frauduleuses

15.1 Le Nouveau Règlement de la Passation des Marchés de la Banque Mondiale pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI) de Juillet 2016, modifié en Janvier 2017, puis en Octobre 2017 Novembre 2017 et Août 2018 et septembre 2023 pour la lutte contre la corruption est applicable.

15.2 Prescriptions

2.1 La Banque exige que les Emprunteurs (y compris les bénéficiaires d'un

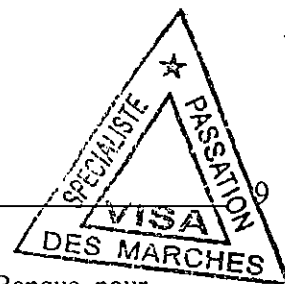


financement de la Banque), les soumissionnaires (candidats et proposant), consultants, entrepreneurs et fournisseurs, tous les agents (déclarés ou non) ainsi que l'ensemble de leur personnel se conforment aux normes les plus strictes en matière d'éthique, durant le processus de passation des marchés, la sélection, et l'exécution des contrats financés par la Banque, et d'abstiennent de toute fraude et corruption.

2.2 Dans cette optique, la Banque

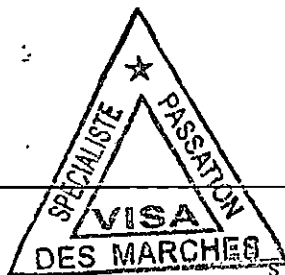
a. définit aux fins de la présente clause, les termes ci-dessous de la façon suivante :

- i. est considéré comme un « acte de corruption » le fait de proposer, donner, recevoir ou solliciter, directement ou indirectement, un quelconque avantage dans le but d'influencer indûment les actions d'une autre partie ;
- ii. est considéré comme une « manœuvre frauduleuse » tout acte ou omission, y compris une présentation déformée des faits, qui induit une partie en erreur, délibérément ou par imprudence intentionnelle, ou tente d'induire une partie en erreur dans le but d'obtenir un avantage financier ou d'une autre nature, ou de se soustraire à une obligation ;
- iii. une « manœuvre collusoire » est une entente entre plusieurs parties destinée à atteindre un but illégitime, y compris influencer indûment les actes d'une autre partie ;
- iv. une « manœuvre coercitive » consiste à porter atteinte ou à causer préjudice, ou à menacer de porter atteinte ou de causer préjudice directement ou indirectement, à une quelconque partie ou à l'un de ses biens dans le but d'influencer indûment ses actes ;
- v. par « manœuvre obstructionniste », on entend :
 - (a) un acte visant à détruire, falsifier, altérer ou dissimuler délibérément tout élément de preuve dans une enquête, une fausse déclaration faite aux enquêteurs pour entraver concrètement une enquête menée par la Banque sur des affaires de corruption, des manœuvres frauduleuses ou des pratiques coercitives ou collusoires présumées, ou la menace, le harcèlement ou l'intimidation d'une quelconque partie pour l'empêcher de divulguer ce qu'elle sait sur des questions intéressant l'enquête ou de poursuivre l'enquête ; ou
 - (b) un acte visant à entraver concrètement l'exercice par la Banque de ses droits d'inspection et d'audit qui lui sont conférés en vertu des stipulations du paragraphe 2.2 e ci-après :
- b. rejette la proposition d'attribution d'un marché ou contrat si elle établit que la personne physique ou morale à laquelle il est recommandé d'attribuer ledit marché ou contrat, ou l'un des membres de son personnel ou l'un de ses agents, sous-consultants, sous-traitants, prestataires de service, fournisseurs, ou un de leurs employés s'est livré, directement ou indirectement, à un acte de corruption, une manœuvre frauduleuse, collusive, coercitive ou obstructionniste en vue de l'obtention dudit marché ou contrat.
- c. pourra prendre, en plus des recours juridiques prévus dans l'Accord Juridique pertinent, toutes mesures appropriées, y compris déclarer la passation de marché non conforme, si elle établit qu'à un moment quelconque un représentant de l'Emprunteur ou d'un bénéficiaire d'une partie du prêt s'est livré à un acte de corruption, une



manœuvre appropriées jugées satisfaisantes par la Banque pour mettre fin à ces pratiques au moment de leur survenance, notamment sans avoir informé la Banque dans les brefs délais après avoir pris connaissance de ces pratiques ;

- d. sanctionne, en application des Directives pour la Lutte contre la Corruption et conformément aux politiques et aux procédures de sanction de la Banque définies dans le Cadre des Sanction du Groupe de la Banque Mondiale, toute personne physique ou morale dont il est déterminé qu'elle s'est livrée, à un moment quelconque, à un acte de fraude ou de corruption lié au processus de passation des marchés, à la sélection ou à l'exécution d'un contrat financé par la Banque ;
- e. exige qu'une cluse soit introduite dans les dossiers d'appel d'offres et d'appels à propositions ainsi que dans les contrats financés par un prêt de la Banque obligeant les soumissionnaires (candidats/proposants), consultants, entrepreneurs et fournisseurs, leurs sous-traitants, sous-consultants, agents, personnels, consultants, prestataires de services et fournisseurs à autoriser la Banque à inspecter tous les comptes, dossiers et autres documents relatifs au processus de passation des marchés, à la sélection et à l'exécution du marché et à charger des vérificateurs nommés par elle de réaliser un audit ;
- f. exige que, s'agissant des opérations financés par la Banque qui doivent être mises en œuvre sur la base de modalités nationales de passation de marchés et de PPP, approuvées par la Banque, les soumissionnaires (candidats/proposants) et consultants soumettant des offres/propositions, acceptent l'application des Directives pour la lutte contre la corruption et s'engagent à les respecter tout au long du processus de passation des marchés, de la sélection et de l'exécution du contrat, et reconnaissent notamment le droit de la Banque d'effectuer des inspections et des vérifications selon les stipulations du paragraphe 2.2 e. Les Emprunteurs s'engagent à consulter et à observer les listes des personnes morales et physiques suspendues ou exclues par le Groupe de la Banque Mondiale.
En cas de signature par un Emprunteur d'un contrat avec une personne physique ou morale suspendue ou exclue par le Groupe de la Banque Mondiale, la Banque ne financera pas les dépenses correspondantes et pourra exercer d'autres recours, le cas échéant et
- g. exige que, lorsque l'Emprunteur sélectionne une Institution des Nations Unies comme fournisseur de Fournitures, de Travaux, de Services Autres que des Services de Consultants ou de Services d'Assistance Technique, conformément aux paragraphes 6.47-6.48 et 7.28 du Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI)-Juillet 2016, en vertu d'un Accord signé entre l'Emprunteur et l'Institution des Nations Unies, les stipulations ci-dessus du paragraphe 2 de la présente Annexe relatives aux sanctions applicables en cas de fraude et de corruption s'appliquent également à tous les entrepreneurs, consultants, sous-traitants, sous-consultants, prestataires de services, fournisseurs, et leurs employés, qui ont signé un contrat avec ladite institution des Nations Unies. Par dérogation à ce qui précède, les paragraphes 2.2d et 2.2 e ne



s'appliquent pas aux Institutions des Nations Unies et à leurs employés, et le paragraphe 2.2 e ne s'applique pas aux contrats passés entre une Institution des Nations Unies et ses prestataires de services et fournisseurs.

Dans ce cas, l'Institution des Nations Unies applique ses propres règles et réglementations pour enquêter sur des allégations de fraude ou de corruption, sous réserve des conditions convenues entre la Banque et l'Institution des Nations Unies concernée, notamment en ce qui concernent l'obligation de tenir la Banque régulièrement informée des décisions et mesures prises. La Banque conserve le droit d'exiger de l'Emprunteur qu'il exerce des recours tels qu'une interruption provisoire ou définitive du projet. Les Institutions des Nations Unies consultent la liste établie par le Groupe de la Banque Mondiale des personnes physiques ou morales suspendues ou exclues. En cas de signature par une institution des Nations Unies d'un contrat ou d'un bon de commande avec une personne physique ou morale suspendue ou exclue par le Groupe de la Banque Mondiale, la Banque ne financera pas les dépenses correspondantes et pourra exercer d'autres recours, le cas échéant.

- 2.3 Avec l'accord formel de la Banque, l'Emprunteur peut exiger dans les dossiers d'appel d'offres et d'appel à propositions pour les marchés financés par la Banque, que les Soumissionnaires ou consultants incluent dans leur offre ou proposition un engagement de respect, dans le cadre du Processus de Passation de Marché, des lois nationales contre la fraude et la corruption (y compris les pots-de-vin) telles qu'énumérées dans la Demande de Propositions. La Banque accepte l'inclusion d'une telle exigence à la demande de l'Emprunteur, sous réserve que les modalités régissant cet engagement soient jugées satisfaisantes par la Banque

¹ Dans le contexte, les inspirations relèvent généralement, le caractère d'enquêtes (c'est-à-dire de nature judiciaire) Elles incluent des activités, conduites par la Banque ou des personnes nommées par elle, propres aux enquêtes et audits, telle l'évaluation de la véracité des allégations de fraude et corruption, par des mécanismes appropriés la liste de ces activités donnée ci-après est non exhaustive : accéder aux comptes et aux données financières d'une personne ou morale, les examiner et en faire des copies autant que de besoin ; accéder à d'autres documents, données et informations (sous format papier ou électronique) jugés utiles pour l'enquête ou l'audit et en faire des copies autant que de besoin ; interroger les membres du personnel et d'autres personnes concernées ; réaliser des inspections physiques et des visites de sites ; obtenir la vérification des informations par un tiers.



COOPÉRATION CAMEROUN BANQUE MONDIALE

CAMEROUN WORLD BANK COOPÉRATION

MINISTÈRE DES POSTES ET
TELECOMMUNICATIONS

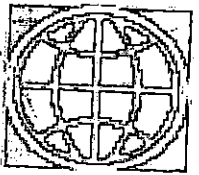
PROJET D'ACCELERATION DE LA
TRANSFORMATION NUMERIQUE AU CAMEROUN
(PATNUC)

UNITE DE GESTION DU PROJET

MINISTRY OF POSTS AND TELECOMMUNICATIONS

PROGRAM FOR THE ACCELERATION OF THE
DIGITAL TRANSFORMATION OF CAMEROUN
(PATNUC)

PROJECT IMPLEMENTATION UNIT



Lettre de Demande de Cotations

N° 2023/MINPOSTEL/PATNUC/CSPM/SPM/2023 du 22 NOV 2023 relative à la
souscription d'une police d'assurance maladie et individuelle accident en faveur du
personnel de l'Unité de Gestion du Projet d'Accélération de la Transformation
Numérique au Cameroun (PATNUC) et leurs ayants droits

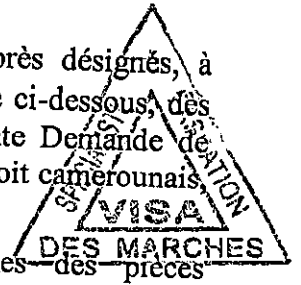
Mesdames/Messieurs les Directeurs de :

N°	NOMS DES PRESTATAIRES	LOCALISATION	TELEPHONE
01	Assurance et Réassurance Africaine S.A	YAOUNDE	BP 15 584 Tel (237) 233 43 81 98
02	Assurances Générales du Cameroun	YAOUNDE	BP 1290 ; Tel : 233 43 89 38
03	Chanas Assurances S.A	YAOUNDE	BP 109 ; Tel 233 42 14 74/ 675 61 21 96
04	SANLAM Cameroun	YAOUNDE	BP 11315 Tel: 222 22 28 /233 44 61 68
05	ZENITH INSURANCE	YAOUNDE	BP 1540, Tel 233 43 41 32/FAX 233 43 41 33
06	AXA CAMEROUN	YAOUNDE	Tel 233 42 31 59/699 35 8344/222 224 533
07	CPA du Cameroun	YAOUNDE	Tel : 657 49 06 90/222 31 70 81
08	SAAR ASSURANCES	YAOUNDE	BP 2980, Tel :676 49 20 92/655 49 86 70 / 222 31 70 81

1. Le Gouvernement de la République du Cameroun a obtenu de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) des Fonds pour le financement du Projet PATNUC et se propose d'utiliser une partie de ces Fonds pour effectuer des paiements autorisés au titre de la Lettre Commande pour laquelle cette Demande de Cotations est élaborée.
2. Il est prévu dans le cadre de ce marché, de solliciter les prestations de services désignées ci-après : *souscription d'une police d'assurance maladie et individuelle accident en faveur du personnel de l'Unité de Gestion du Projet d'Accélération de la Transformation Numérique au Cameroun (PATNUC) et leurs ayants droits*. Dans le cadre de la présente Demande de Cotations, les prestations sont à fournir à l'Unité de Gestion du PATNUC.
3. L'exécution du marché se fera pour une durée de **douze (12) mois**, à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage. Le contrat pourra être renouvelé pour la même durée si l'évaluation est jugée satisfaisante.

L

4. Le Coordonnateur National du PATNUC invite les prestataires ci-après désignés, à consulter et à retirer **gratuitement** la Demande de Cotations à l'adresse ci-dessous, dès publication de la présente lettre de Demande de Cotations. La présente Demande de Cotations est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises de droit camerounais justifiant d'une bonne expérience dans le domaine.



5. Le soumissionnaire devra produire les copies certifiées conformes des pièces administratives ci-après, valables pour l'exercice en cours :

- Le numéro d'identifiant Unique (NIU) ;
- L'attestation de domiciliation bancaire délivrée par une banque ou une institution de micro finance agréée par le ministère en charge des Finances ;
- L'attestation de non redevance fiscale signée des services des Impôts qui certifie que le soumissionnaire a effectué toutes ses déclarations réglementaires en matière d'impôts datant de moins de trois mois ;
- L'attestation de non exclusion des marchés publics (ARMP) ;
- L'attestation de la CNPS datant de moins de trois mois ;
- La déclaration sur l'honneur de non abandon des prestations d'assurance ;
- Le registre de commerce signé par les services compétents ;
- L'Agrément du MINFI
- L'attestation d'adhésion à la CIMA certifié par le MINFI.

6. Les offres resteront valides pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date limite fixée pour leur remise. Elles doivent être déposées en **sept (07) exemplaires (un original et 6 copies)** marqués comme tel, à l'adresse ci-dessous au plus tard le 15 DEC 2023 à 14 heures précises (heure locale) et contenant la mention : « Demande de Cotations N°/001-MINPOSTEL/PATNUC/CSPM/SPM/23 du 22 NOV 2023 pour la souscription d'une police d'assurance maladie et individuelle accident en faveur du personnel de l'Unité de Gestion du Projet d'Accélération de la Transformation Numérique au Cameroun (PATNUC) et leurs ayants droits.

7. L'ouverture des plis se fera par la Commission Spéciale de Passation des Marchés (CSPM) du PATNUC, le 15 DEC 2023 à 15 heures précises, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés, dans la salle des réunions de l'Unité de Gestion du Projet du PATNUC.

8. La CSPM procédera à l'évaluation des cotations selon l'ordre ci-après :

- L'examen de la recevabilité des dossiers administratifs : l'offre du soumissionnaire devra comporter les pièces originales ou copies certifiées conformes par les services compétents en cours de validité (datées de moins de trois mois) suivantes : (i) le Numéro d'identifiant Unique ; (ii) l'attestation de domiciliation bancaire ; (iii) l'attestation de non redevance fiscale ; (iv) l'attestation de non exclusion des marchés publics ; (v) l'attestation pour soumission (CNPS) à la présente cotation, (vi) la déclaration sur l'honneur de non abandon des prestations d'assurance, (vii) le registre de commerce signé par le service compétent ; (viii) l'agrément du MINFI et (ix) L'attestation d'adhésion à la CIMA.

NB :

- ✓ L'absence de l'une des pièces du dossier administratif (i, ii, iii, iv, v, vi, vii) ne constituera pas un motif de rejet de l'offre. Néanmoins, la présentation de ces pièces certifiées conformes, signées et datées sera une condition d'attribution du Marché ;

L

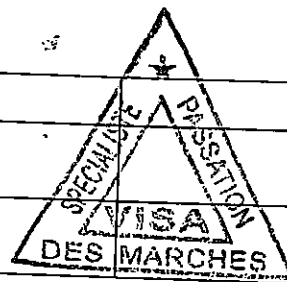
- ✓ *L'absence de l'attestation d'agrément du MINFI et l'adhésion CIMA entraîne le rejet de l'offre à l'analyse des offres ;*
- ✓ *Les courtiers sont exclus du présent marché.*



- 9 L'examen de la conformité des cotations, du point de vue des délais et techniques. Toute offre non conforme sera rejetée.
- 9.1 L'analyse technique consistera à vérifier la validité des critères ci-après :

N°	CRITÈRES	Seuil/conformité	Évaluation (OUI/NON)	Observations
1.	Devis Estimatif et Quantitatif	Conforme à celui demandé		
2.	Description technique des prestations et exhaustivité des garanties	Toutes les garanties prises en compte		
3.	États Financiers certifiés (bilan financier ou DSF) des trois (03) dernières années (2020, 2021, 2022) par un expert-	Conforme		
4.	Moyenne des Etats « C4 et C11 » pour les exercices (2020, 2021, 2022) sont certifiés par les services compétents du MINFI	Minimum 100%		
5.	Moyenne des Etats « C10 b tableau D » des exercices 2020, 2021, 2022 pour la branche accident corporel et maladie sont certifiés par les services compétents du MINFI	Minimum 90% au cours d'une année 2020, 2021 et 2022		
6.	Ancienneté du soumissionnaire	Supérieur à 06 ans		
7.	Expérience dans la couverture des risques similaires (<i>contrat supérieur ou égal à 16 000 000 FCFA TTC</i>) <i>Un contrat ne sera validé que si et seulement s'il est accompagné de son PV de réception ou de l'attestation de</i>	Minimum 2 contrats similaires		
8.	Délais de règlement des soins reçus au	Inférieur à 14 jours		
9.	Respect des taux de couverture	80% au Cameroun		
10.	Respect des plafonds des garanties	Conforme		
11.	Fréquence statistique	Chaque mois		
12.	Délivrance BPC	Inférieur à 8 heures		
13.	Règlement des factures des prestataires	Inférieur à 15 jours		
14.	Délais transfert malade à l'intérieur du	Inférieur à 48 heures		
15.	Représentativité dans les dix régions : <i>Ce critère doit être justifié par les copies des attestations de non redevance ou les médecins conseils ou les plans de localisation des différentes agences ou les agréments des agents généraux</i>	À justifier		
16.	Conventions signées avec les hôpitaux	Au moins 2 par région		
17.	Conventions signées avec les pharmacies	Au moins 2 par région		
18.	Conventions signées avec les laboratoires	Au moins 1 par région		
19.	Conventions signées avec les dentistes	Au moins 1 par région		

20.	Conventions signées avec les opticiens	Au moins 1 par région	
21.	Couverture engagements réglementés (2020, 2021, 2022)	Supérieure à 100%	
22.	Couverture des marges de solvabilité (2020, 2021, 2022)	Supérieure à 100%	



NB :

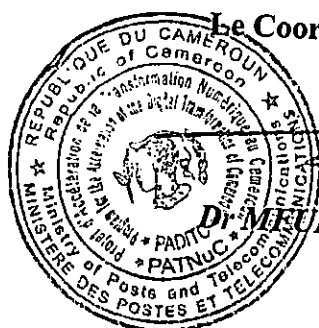
- ✓ *L'absence de l'attestation d'agrément du MINFI et l'adhésion CIMA entraînera le rejet de l'offre ;*
- ✓ *Les courtiers sont exclus du présent marché*

9.2 Seules les offres jugées conformes pour l'essentiel feront l'objet de l'analyse financière.
 9.3 La vérification des opérations arithmétiques, en multipliant, le cas échéant, les prix unitaires par les quantités et en utilisant le prix en lettre pour procéder aux corrections nécessaires.

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché sur proposition de la CSPM, au Fournisseur, dont l'offre sera jugée conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier de Demande de Cotations, et la moins disante.

10 Adresse de retrait des Demandes de Cotations et de dépôt des plis se fera à l'Unité de Gestion du PATNUC, sis à ENEO Centrale, 1er étage du bâtiment annexe du MINPOSTEL situé entre la Poste centrale et ENEO, Tél. : 222 232 628, Email : procurement@patnuc.cm/ contact@patnuc.cm.

Yaoundé, le 22 NOV 2023



Le Coordonnateur National du PATNUC

[Signature]

Dr MEUH Windfred FUAYE KENJI

Ampliatiions :

- ARMP
- SOPECAM
- CHRONO
- ARCHIVES
- AFFICHAGE.

L



COOPÉRATION CAMEROUN BANQUE MONDIALE

CAMEROON WORLD BANK COOPÉRATION



MINISTRE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

PROJET D'ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION
NUMERIQUE AU CAMEROUN (PATNUC)

UNITE DE GESTION DU PROJET

MINISTRY OF POSTS AND TELECOMMUNICATIONS

PROGRAM FOR THE ACCELERATION OF THE DIGITAL
TRANSFORMATION OF CAMEROON (PATNUC)

PROJECT IMPLEMENTATION UNIT

REQUEST FOR QUOTATION

N° 2023 /MINPOSTEL/PATNUC/CSPM/SPM/2023 of the 22 NOV 2023 relating to the
subscription to a health and personal accident insurance policy for the staff of the
Implementation Unit of the Project for the Acceleration of Digital Transformation in
Cameroon (PATNUC) as well as their beneficiaries.

The General Mangers of :

N°	NOMS DES PRESTATAIRES	LOCALISATIO N	TELEPHONE
01	Assurance et Réassurance Africaine S.A	YAOUNDE	BP 15 584 Tel (237) 233 43 81 98
02	Assurances Générales du Cameroun	YAOUNDE	BP 1290 ; Tel : 233 43 89 38
03	Chanas Assurances S.A	YAOUNDE	BP 109 ; Tel 233 42 14 74/ 675 61 21 96
04	SANLAM Cameroun	YAOUNDE	BP 11315 Tel: 222 22 28 /233 44 61 68
05	ZENITH INSURANCE	YAOUNDE	BP 1540, Tel 233 43 41 32/FAX 233 43 41 33
06	AXA CAMEROUN	YAOUNDE	Tel 233 42 31 59/699 35 8344/222 224 533
07	CPA du Cameroun	YAOUNDE	Tel : 657 49 06 90/222 31 70 81
08	SAAR ASSURANCES	YAOUNDE	BP 2980, Tel :676 49 20 92/655 49 86 70 / 222 31 70 81

1.The Government of the Republic of Cameroon has obtained funds from the International Development Association (IDA) for the funding of the PATNUC Project and intends to use part of these funds to make payments authorized under the jobbing order for which this Request for Quotation is prepared.

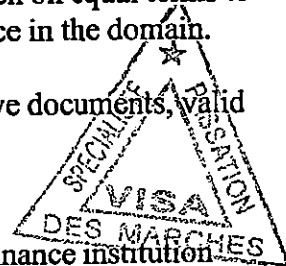
2.Within the framework of this contract, it is previewed to request for the services described as: *subscription to a health and personal accident insurance policy for the staff of the Implementation Unit of the Project for the Acceleration of Digital Transformation in Cameroon (PATNUC) as well as their beneficiaries.* Within the context of this Request for Quotation, the services are to be provided to the PATNUC Implementation Unit.

3.The contract will be executed for a period of **twelve (12) months** from the date of notification of the start-up service order. The contract may be renewed for the same duration if the evaluation is deemed satisfactory.

4. The National Coordinator of PATNUC invites the service providers listed below to consult and withdraw the Request for Quotation **free of charge** from the address below, as soon as this Request for Quotation letter is published. This Request for Quotation is open on equal terms to all companies incorporated under Cameroonian law, with proven experience in the domain.

5. The tenderer must produce certified copies of the following administrative documents, valid for the current financial year:

- The Unique Identification Number (NIU);
- An attestation of bank account issued by a bank or micro-finance institution approved by the Ministry of Finance;
- Tax clearance certificate signed by the Tax Authorities certifying that the tenderer has made all statutory tax declarations within the last three months;
- Attestation of non-exclusion from public contracts (ARMP);
- CNPS certificate less than three months old;
- Declaration on honour that insurance cover has not been waived;
- The trade register signed by the relevant Authorities;
- MINFI approval
- CIMA membership certificate certified by MINFI



6. Tenders will remain valid for a period of **ninety (90)** days from the deadline set for their submission. They must be submitted in seven (07) copies (one original and 6 copies) marked as such, to the address below latest the at (local time) with the inscription:

*"Request for Quotations N° MINPOSTEL/PATNUC/CSPM/SPM/23 of 22 NOV 2023
for the subscription to a health and personal accident insurance policy in favour of the
staff of the Implementation Unit of the Project for the Acceleration of Digital
Transformation in Cameroon (PATNUC) as well as their beneficiaries."*

7. The bids shall be opened by the PATNUC's Special Commission for the Award of Contracts (CSPM) on the **DEC 2023 - 15h prompt**, in the presence of the bidders or their representatives duly authorized, in the meeting room of the PATNUC Project Implementation Unit.

8. The CSPM will evaluate the quotations in the following order:

- Examination of the admissibility of the administrative documents: the tenderer's tender must include the following valid original documents or certified copies signed and issued by competent services (dated less than three months): (i) the **Unique Identification Number**; (ii) an **attestation of bank account**; (iii) an **attestation of non-tax liability**; (iv) an **attestation of non-exclusion from public contracts**; (v) an **attestation of submission (CNPS)** to this request for quotation, (vi) the **declaration on honour of non-abandonment of insurance services**, (vii) the **trade register signed by the competent services**; (viii) the **MINFI approval** and (ix) the **CIMA membership attestation**.

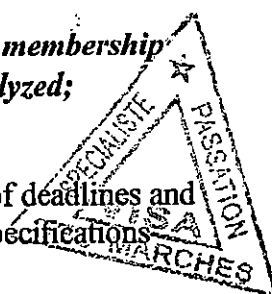
NB :

- ✓ *The absence of any of the documents in the administrative file (i, ii, iii, iv, v, vi, vii) shall not constitute grounds for rejection of the tender. However, the presentation of these certified, signed and dated documents will be a condition for the award of the Contract;*

✓ *The absence of a certificate of approval from MINFI and CIMA membership will result to the rejection of the tender when the tenders are analyzed;*

✓ *Brokers are excluded from this contract.*

9. Examination of the conformity of the quotations, from the point of view of deadlines and technical specifications. Any offer that does not comply to the required specifications shall be rejected.

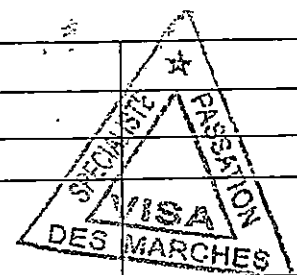


9.1 The technical analysis will consist of verifying the validity of the following criteria:

	CRITERIA	Threshold/conformity	Evaluation (YES/NO)	Observations
1	Estimated and Quantitative Specifications	In conformity with that which is requested		
2	Technical description of services and completeness of guarantees	All guarantees taken into consideration		
3	Financial statements (Financial balance sheet report or DSF) certified for the last three (03) years (2020, 2021, 2022) by a chartered accountant	In conformity		
4	Average "C4" and C11" statements for the 2020, 2021 and 2022 financial years certified by a competent service of MINFI	Minimum 100%		
5	Average of the "C10 b table D" statements for the financial years 2020, 2021 and 2022 for the injury and sickness branch are certified by a competent service of MINFI.	Minimum 90% in the course of year 2020, 2021, 2022		
6	Bidders experience	More than 06 years		
7	Experience in covering similar risks (contract greater than or equal to FCFA 16,000,000 with taxes inclusive) A contract will be validated only if it is accompanied by its acceptance attestation or an attestation of services rendered.	Minimum 2 similar contracts		
8	Payment deadline for treatment received in C	Less than 14 days		
9	Compliance with coverage rates	80% in Cameroon		
10	Compliance with benefit ceilings	In conformity		
11	Statistical frequency	Every month		
12	Issuance of GCP	Less than 8 hours		
13	Payment of service providers' invoices	Less than 15 days		
14	Deadlines for the transfer of patients	Less than 48 hours		
15	Representation in the ten Regions: This criterion must be substantiated by copies of attestations of non-taxation	To be justified		
16	Agreements signed with hospitals	At least 2 per Region		
17	Agreements signed with pharmacies	At least 2 per Region		
18	Agreements signed with laboratories	At least 1 per Region		

5

19	Agreements signed with dentists	At least 1 per Region		
20	Agreements signed with opticians	At least 1 per Region		
21	Coverage of regulated commitments	More than 100%		
22	Coverage of solvency margins (2020, 2021, 2022)	More than 100%		



NB :

- *The absence of an attestation of approval from MINFI and CIMA membership will lead to the rejection of the tender;*
- *Brokers are excluded from this contract*

9.2 Only tenders deemed to be substantially compliant will be subject to financial analysis.

9.3 Verification of arithmetic operations, multiplying unit prices by quantities where necessary and using the price in words to make any necessary corrections.

The project owner will award the Contract, on the proposal made by the CSPM, to the Supplier whose bid is judged to be substantially compliant with the provisions of the Request for Quotations File and is the lowest bidder.

10. The address for withdrawing Requests for Quotations and depositing of bids is the PATNUC Implementation Unit, located at ENEO Centrale, 1st floor of the MINPOSTEL annex building situated between the Poste Centrale and ENEO, Tel: 222 232 628, Email: procurement@patnuc.cm/ contact@patnuc.cm.

Yaoundé, the 22 NOV 2023

The National Coordinator of PATNUC



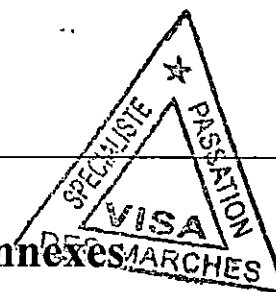
[Handwritten signature]

Dr. MEUH Windfred FUAYE KENJI

Ampliations:

- ARMP
- SOPECAM
- FILE
- ARCHIVES
- NOTICE BOARD.

4



Section III – Modèles d'annexes

1. Lettre de Cotations

Date: _____

Demande de Cotations N°: _____

A: *[nom et adresse de l'Acheteur]*

Messieurs et/ou Mesdames,

Après avoir examiné le Dossier de Demande de Cotations dont nous vous accusons ici officiellement réception, nous, soussignés, offrons de fournir et de livrer *[description des fournitures et services]* conformément à la Demande de Cotations et pour la somme de *[prix total de l'offre en chiffres et en lettres]* ou autres montants énumérés au Bordereau Descriptif et Quantitatif ci-joint et qui fait partie de la présente cotation.

Nous nous engageons, si notre offre est acceptée, à livrer les fournitures selon les dispositions précisées dans le Bordereau Descriptif Quantitatif.

Nous nous engageons sur les termes de cette offre pour une période de *[nombre]* de jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis, telle que stipulée dans la Lettre de Demande de Cotations ; l'offre continuera à nous engager et pourra être acceptée à tout moment avant la fin de cette période.

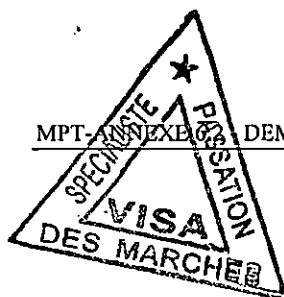
Jusqu'à ce qu'un Marché en bonne et due forme soit préparé et signé, la présente offre complétée par votre acceptation écrite et la notification d'attribution du Marché, constituera un Marché nous obligeant réciproquement.

Le _____ jour de _____ 20 _____.

[Signature]

[Titre]

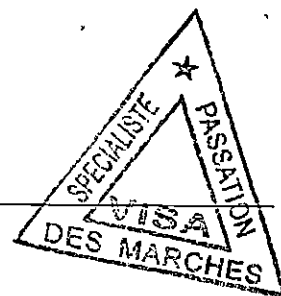
Dûment autorisé à signer une offre pour et au nom de: _____



2. Bordereau des prix

(à remplir par le Fournisseur)

DESCRIPTION	Qté	PU	PT
Souscription d'une police d'assurance maladie et individuelle accident en faveur du personnel de l'Unité de Gestion du Projet de l'Accélération de la Transformation Numérique au Cameroun (PATNUC) et leurs ayants droits			
MONTANT TOTAL HT			
TVA (19,25%)			
Montant TTC			
IR (5.5 %)			
NAP			



3. Description des services

Les prestations du Fournisseur comprennent en objet la souscription d'une police d'assurance maladie et individuelle accident en faveur du personnel de l'Unité de Gestion du Projet d'Accélération de la Transformation Numérique au Cameroun (PATNUC), conformément aux caractéristiques techniques décrites ci-après :

1- Couverture maladie pour notre personnel

Elle se fera selon la classification suivante :

- Assuré principal et conjoint (personnel de l'Unité de Gestion du Projet) : couverture maladie 80% des frais réels au Cameroun ;
- Enfants : couverture maladie 80% des frais réels. Le Plafond d'application des prestations portera sur dix (10) millions au Cameroun.

2- Assistance

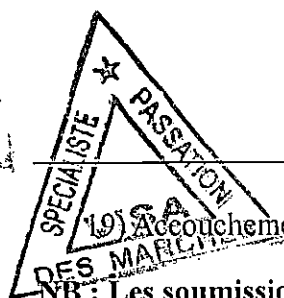
Pour ce qui est de l'assistance nous aimerions avoir une description détaillée du fonctionnement de cette garantie ainsi que du contact de l'Assisteur éventuel qui prendra cette garantie en charge et de ses adresses éventuelles sur chaque continent. En outre, le soumissionnaire devra présenter les conventions avec les Assisteurs en cours de validité ou les attestations prouvant leur validité.

Nous vous prions de nous faire parvenir, un dossier de cotation comprenant (cf. tableaux ci-dessous) d'une part :

- 1) la prime à payer ;
- 2) le tableau des prestations avec les limites de couverture au Cameroun ;
- 3) un pré-contrat comprenant les conditions générales et particulières des garanties maladie et assistance.

d'autre part les montants:

- 1) des consultations de généralistes, de spécialistes et les visites ;
- 2) des frais médicaux ;
- 3) des frais pharmaceutiques ;
- 4) des frais d'hospitalisation ;
- 5) de la chirurgie ;
- 6) des analyses et travaux de laboratoire ;
- 7) de la lunetterie (verres + monture);
- 8) des soins dentaires y compris prothèses;
- 9) de la maternité;
- 10) des sanatorium et préventorium;
- 11) La kinésithérapie, rééducations fonctionnelles consécutives à une maladie ou un accident garanti ;
- 12) Les problèmes orthopédiques et les massages lorsqu'ils sont prescrits médicalement.
- 13) Frais de radiologie, de laboratoire, d'échographie, de scanner, de fibroscopie et IRM.
- 14) Prise en charge accident suivi de coma, maladie ou infection avec retentissement cérébral (AVC, Méningite, les maladies cardiaques (crise cardiaque et syndromes coronariens aigus, covid 19, embolies pulmonaires)
- 15) Prise en charge des fausses couches occasionnées par des pathologies identifiées
- 16) Prise en charge dialyse cancer
- 17) Prise en charge dialyse insuffisance rénale
- 18) Prise en charge Diabète



10) Accouchement : normal, gémellaire et compliqué

NB : Les soumissionnaires sont tenus de se prononcer sur les exclusions conventionnelles à appliquer, en dehors des exclusions légales

3- Accidents : (voir tableau)

4- L'étendue des garanties

- La garantie s'étendra aux soins reçus au Cameroun pour tout le personnel et leurs conjoints + enfants (voir détail sur la liste jointe).
- La garantie s'étendra aux soins reçus au Cameroun pour les enfants légitimes et légitimés de ce personnel âgés tout au plus de 25 ans scolarisés.

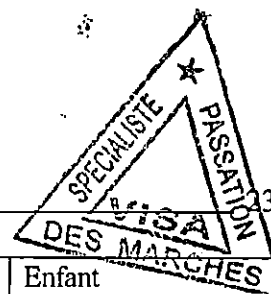
5- Plafond et territorialité des garanties

Le plafond annuel de remboursement est fixé à FCFA dix (10) millions par personne par an au Cameroun pour tous les assurés.

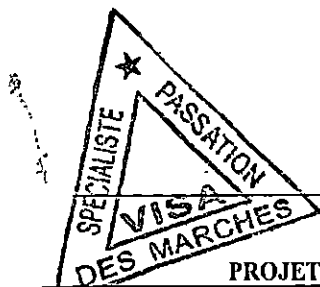
A cet effet, vous trouverez ci-joint l'effectif total des personnes à assurer, ainsi que l'ensemble des prestations attendues, qui devra vous servir de base pour votre cotation :

N°	Noms et prénoms	Date de naissance	Sexe	Statut
1.	MFUH Windfred FUAYE KENJI	26/06/1969	M	Assuré principal
2.	APPI EUCHARIA MFUH	06/07/1970	F	Conjointe
3.	FUAYE IVY Claribel	13/01/2000	F	Enfant
4.	FUAYE Cindy	22/08/2001	F	Enfant
5.	LANGHE LOIC KENJI MFUH	28/02/2000	M	Enfant
6.	BETCHEM A NGON Jeanne Hortense	25/06/1979	F	Assurée principale
7.	NGOTOBO ARROGA	12/08/1976	M	Conjoint
8.	NGOTOBO NWAYING	22/02/2019	M	Enfant
9.	NGOTOBO BIROUNG	14/04/2015	F	Enfant
10.	NGOTOBO BELECK	29/12/2013	F	Enfant
11.	NGOTOBO BASSEK	14/12/2011	F	Enfant
12.	NGOTOBO AGUEP	19/05/2007	F	Enfant
13.	TIENTCHEU DEUMAGA Janvier	01/01/1964	M	Assuré principal
14.	AFOUBA Rose Chanceline	04/04/1984	F	Conjointe
15.	AFOUBA ADA Kevina Ester	05/12/2003	F	Enfant
16.	DEUMAGA DEUMAGA Mourinho José	17/07/2009	M	Enfant
17.	NGO LOUA Amelie Adeline	20/08/2010	F	Enfant
18.	TIENTCHEU DEUMAGA Emie Karelle	08/01/2003	F	Enfant
19.	TIENTCHEU DEUMAGA Raphaël Nathan	25/01/2016	M	Enfant
20.	TIENTCHEU DEUMAGA Ethan Roger	24/08/2018	M	Enfant
21.	TIENTCHEU DEUMAGA Evan Kylian	22/02/2021	M	Enfant
22.	EMBOLO JULIENNE NEE TSANGO IYORO	03/05/1980	F	Assurée principale
23.	EMBOLO Jean Rostand	30/05/1978	M	Conjoint
24.	IYORO EMBOLO Gilberto Lionel	20/10/2004	M	Enfant

REQUEST FOR QUOTATIONS



25.	ONGOLA EMBOLO Marcelle Elvira	05/11/2006	F	Enfant
26.	TINE EMBOLO Stéphane Amaël	27/07/2008	M	Enfant
27.	MBALA EMBOLO Marc-Antoine	10/04/2011	M	Enfant
28.	NKWINTCHOUA Ghislain	13/05/1991	M	Assuré principal
29.	MESSINE Tatiana	21/02/1987	F	Conjointe
30.	BEBEKELGNE BAYA	26/01/2013	F	Enfant
31.	KEWE Laure Martine	20/01/1973	F	Assurée principale
32.	YIMBOU Thedom Jude Emmanuelle	08/07/2005	M	Enfant
33.	FANGUENG THEDOM Urielle Jemima	07/01/2014	M	Enfant
34.	NOUBI THEDOM Agnelle Eunice	03/08/2007	F	Enfant
35.	ONDING ETEME Francois de Paul	02/06/1971	M	Assuré principal
36.	NYA Léontine Flore	20/07/1976	F	Conjointe
37.	BINELI ONDING Brigitte Amandine	05/02/2003	F	Enfant
38.	NJITA ONDING Jaures Benoît	06/03/2007	M	Enfant
39.	ONANA ONDING Daniel Archange	07/03/2017	M	Enfant
40.	KAMGA Stéphane DEFFO	02/03/1971	M	Assuré principal
41.	KAMGA NEE FOTSO NONO Caroline		F	
42.	KAMGA KEGNE Marie Louisa	29/10/2019	F	Enfant
43.	NIMINO Godwill	15/04/1982	M	Assuré principal
44.	ANGEMBA-MAFORH BIHTA	07/05/1984	F	Conjointe
45.	NIMINO Precious SIRRI	06/02/2011	F	Enfant
46.	NGU Hansel NIMINO	10/10/2012	M	Enfant
47.	BIH Ann NIMINO	10/10/2012	F	Enfant
48.	NIMINO FOTTI ABEH Godmawill	17/11/2022	M	Enfant
49.	ELOUNDOU OWONA Zacharie	21/07/1970	M	Assuré principal
50.	PIDI BIKOULA LEOCARDI	27/03/1979	F	Conjointe
51.	ELOUNDOU BAYANG Emilie Grace	15/06/2004	F	Enfant
52.	BODO ELOUNDOU Thecle Lysanias	27/07/2010	F	Enfant
53.	MBOUDOU ELOUNDOU François Marie	14/08/2012	M	Enfant
54.	NTOLO ELOUNDOU Clément Salomon	15/03/2015	M	Enfant
55.	PEGUI Yannick Felix	22/11/1988	M	Assuré principal
56.	FAMBEU PEGUI Ryan	20/05/2018	M	Enfant
57.	MBA BIZO Téléphore	23/02/1975		Assuré principal
58.	MBA BIZO Née MIMBAM Marcelle Margaret	06/04/1979		Conjointe
59.	MBA BIZO Mabvoua Éricka	30/04/1998	F	Enfant
60.	NOUALE MBA BIZO Raymonne Maeva	09/09/2002	F	Enfant
61.	ADOURE MBA BIZO Arielle Xaviera	06/09/2002	F	Enfant
62.	MBA BIZO Telesphore Rochelle Marly	01/03/2012	F	Enfant
63.	NDJAW MBA BIZO Ange Roxanne	10/02/2013	F	Enfant
64.	MIMBAM MBA BIZO Ryan Florent Percy	22/03/2016	F	Enfant
65.	ABEDE NDZANA JANIL ARNAUD	18/04/1990	M	Assuré principal
66.	NDJIB JOSEPH LAFORTUNE	26/10/1996	F	Conjointe
67.	Grace MESODE NGOL'ESUEH	17/05/1975	F	Assurée principale
68.	Moses NDEMBA IKUNDI	14/11/1999	M	Enfant
69.	POUTOUCHI NGOUNGUEU Ahoudou	18/04/1985	M	Assuré principal

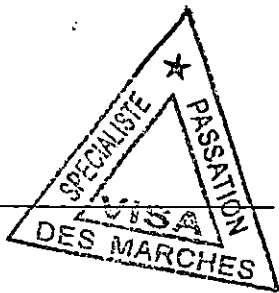


PROJET D'ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION NUMERIQUE AU CAMEROUN (PATNUC)

70.	FOUGNIGNI NJOYA Aminetou	03/11/2001	F	Conjointe
71.	NGONO POUTOUOCHI Younes Farid	02/09/2016	M	Enfant
72.	NFENJOU POUTOUOCHI Imrane Nael	27/06/2020	M	Enfant
73.	MANDOU POUTOUOCHI Selma Maira	19/06/2021	F	Enfant
74.	RAYE POUTOUOCHI Malika Naila	17/03/2023	F	Enfant

6- Les garanties

Item	Prestations
1.	Frais de consultation (visites analyses médicales)
2.	Frais médicaux
3.	Frais chirurgicaux
4.	Frais d'hospitalisation
5.	Frais pharmaceutiques
6.	Frais de radiologie, de laboratoire, d'échographie, de scanner, de fibroscopie et IRM.
7.	Prise en charge accident suivi de coma, maladie ou infection avec retentissement cérébral (AVC, Méningite, les maladies cardiaques (crise cardiaque et syndromes coronariens aigus, COVID 19, embolies pulmonaires)
8.	Prise en charge des fausses couches occasionnées par des pathologies identifiées
9.	Prise en charge dialyse cancer
10.	Prise en charge Diabète
11.	Prise en charge dialyse insuffisance rénale
12.	Accouchement : normal, gémellaire et compliqué ou chirurgical
13.	Couverture du sanatorium et préventorium
14.	Soins dentaires
15.	Soins de lunetterie
16.	Kinésithérapie, rééducations fonctionnelles consécutives à une maladie ou un accident garanti
17.	Prothèses orthopédiques et Massages lorsqu'ils sont prescrits médicalement.
18.	Transfert de malade dans le territoire (d'une ville à une autre ayant un plateau technique fiable)



4. Lettre Commande

LETTRE COMMANDE N° /LC/MINPOSTEL/PATNUC/CSPM/SPM/2023 DU..... PASSÉE
AVEC, B.P:; TEL.: (237) POUR
SOUSCRIPTION D'UNE POLICE D'ASSURANCE MALADIE ET INDIVIDUELLE ACCIDENT EN
FAVEUR DU PERSONNEL DE L'UNITÉ DE GESTION DU PROJET D'ACCÉLÉRATION DE LA
TRANSFORMATION NUMÉRIQUE AU CAMEROUN (PATNUC) ET LEURS AYANTS DROITS

TITULAIRE :, B.P:, TEL.:
.....

OBJET SOUSCRIPTION D'UNE POLICE D'ASSURANCE MALADIE
ET INDIVIDUELLE ACCIDENT EN FAVEUR DU
PERSONNEL DE L'UNITÉ DE GESTION DU PROJET DE
L'ACCÉLÉRATION DE LA TRANSFORMATION
NUMÉRIQUE AU CAMEROUN (PATNUC) ET LEURS
AYANT DROITS

LIEU DE LIVRAISON : UNITE DE GESTION DU PROJET PATNUC

DUREE : 12 MOIS

MONTANT MAXIMUM : FRANCS CFA TOUTES TAXES
COMPRISES

FINANCEMENT : CREDIT 69870-CM

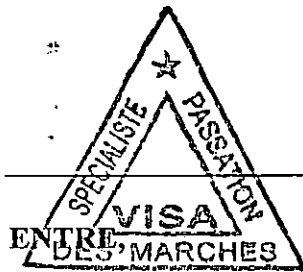
EXERCICE : 2023

SOUSCRIT LE :

SIGNEE LE :

NOTIFIEE LE :

ENREGISTREE LE :



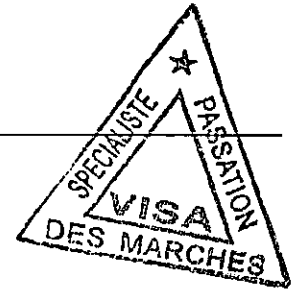
L'Etat du Cameroun à travers le Ministère des Postes et Télécommunications (MINPOSTEL) représenté **Le Projet d'Accélération de la Transformation Numérique au Cameroun (PATNUC)**, dirigé par **Dr MFUH WINDFRED FUAYE KENJI**, **Coordonnateur National** ci-après désigné le « Client », sis à Yaoundé, Poste centrale, 1^{er} étage du bâtiment annexe du MINPOSTEL situ é entre la poste centrale et la Sonel centrale. Tél : 222 232 628, Email: contact@patnuc.cm / procurement@patnuc.cm/**D'UNE PART**,

Et, **B.P:** **Yaoundé**, Tél. : (237) représenté, par son ci-dessous désigné le «Fournisseur »

D'AUTRE PART,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit:

SOMMAIRE

**CHAPITRE I – GENERALITES**

ARTICLE 1 – OBJET DE LA LETTRE COMMANDE.....	28
ARTICLE 2 – PROCEDURE DE PASSATION DE LA LETTRE COMMANDE.....	28
ARTICLE 3 – PIECES CONTRACTUELLES.....	28
ARTICLE 4 – TEXTES GENERAUX.....	28
ARTICLE 5 – DEFINITIONS ET ATTRIBUTIONS.....	29
ARTICLE 6 – DELAI ET LIEU DE LIVRAISON.....	29
ARTICLE 7 – DOMICILE DU FOURNISSEUR.....	30

CHAPITRE II – EXECUTION DE LA LETTRE COMMANDE

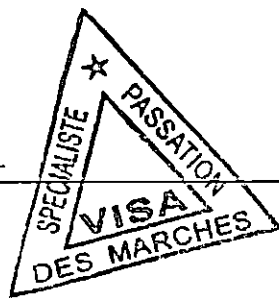
ARTICLE 8 – ROLE ET RESPONSABILITES DU FOURNISSEUR.....	31
ARTICLE 9 – CONSISTANCE DES PRESTATIONS ET DESCRIPTION DES FOURNITURES.....	31
ARTICLE 10 – INFORMATIONS ET DOCUMENTS A FOURNIR.....	32
ARTICLE 11 – RECEPTION DU MATERIEL.....	32
ARTICLE 12 – ASSURANCE ET TRANSPORT.....	32

CHAPITRE III – DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 13 – CAUTIONNEMENT DEFINITIF.....	33
ARTICLE 14 – RETENUE DE GARANTIE.....	33
ARTICLE 15 – GENERALITES – PRIX.....	33
ARTICLE 16 – MONTANT DE LA LETTRE COMMANDE.....	34
ARTICLE 17 – MODALITES DE PAIEMENT.....	34
ARTICLE 18 – PENALITES.....	34
ARTICLE 19 – DOMICILIATION BANCAIRE.....	35
ARTICLE 20 – REGIME FISCAL.....	35
ARTICLE 21 – TIMBRE ET ENREGISTREMENT.....	35

CHAPITRE IV – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 22 – EDITION ET DIFFUSION DE LA LETTRE COMMANDE.....	36
ARTICLE 23 – LITIGES.....	36
ARTICLE 24 – RESILIATION DE LA LETTRE COMMANDE.....	36
ARTICLE 25 – VALIDITE DE LA LETTRE COMMANDE.....	37



CHAPITRE I – GENERALITES

Article 1^{er} - OBJET DE LA LETTRE COMMANDE

La présente Lettre Commande a pour objet la souscription d'une police d'assurance maladie et individuelle accident en faveur du personnel de l'Unité de Gestion du Projet d'Accélération de la Transformation Numérique au Cameroun (PATNUC) et leurs ayants droits, conformément aux caractéristiques techniques y relatives.

Article 2 - PROCEDURE DE PASSATION DE LA LETTRE COMMANDE

La présente Lettre Commande est passée entre, B.P:, Tél.: (237) et le Projet de l'Accélération de la Transformation Numérique au Cameroun (PATNUC) conformément au Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) de la Banque Mondiale édition de Septembre 2023 et au Manuel de Procédure de la PATNUC.

Article 3 - PIECES CONTRACTUELLES

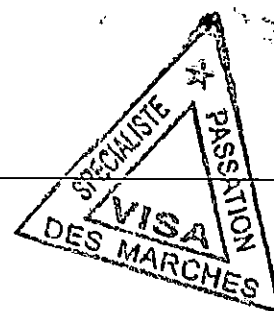
Les pièces contractuelles constitutives de la présente Lettre Commande sont par ordre de priorité :

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- La lettre de soumission du fournisseur et ses propositions dans toutes les dispositions non contraires de la consultation ;
- Le détail estimatif et quantitatif ;
- Le bordereau descriptif.

Article 4 – TEXTES GENERAUX

La présente Lettre Commande est soumise à :

1. L'Accord de Financement crédit IDA N°69870-CM du 23 décembre 2022 ;
2. la loi N°2018/011 du 11 juillet 2018 portant code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques au Cameroun.
3. la loi N°2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques;
4. la loi n°2022/020 du 27 décembre 2022 portant Loi des Finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2023;
5. le décret n°2001/048 du 23 février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics modifié et complété par le décret N° 2012/076 du 08 mars 2012 et ses différents textes d'application;
6. le décret n° 2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des Marchés Publics ;
7. le décret n° 2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics ;
8. le décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics;
9. la circulaire n°00001/PR/MINMAP du 25 avril 2022 relative à l'application du Code des Marchés Publics ;
10. la circulaire n°000006/C/MINFI du 30 décembre 2022 portant instructions relatives à l'exécution des Lois de Finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du budget de l'Etat et autres entités publiques pour l'exercice 2023 ;
11. les normes en vigueur.



Article 5 : DEFINITIONS ET ATTRIBUTIONS

5.1. Définitions générales

- L'Autorité Contractante (AC) est : le Coordonnateur National du PATNUC, ci-après désigné Autorité Contractante ;
- L'autorité en charge du contrôle de l'effectivité de la réalisation de la prestation (l'ingénieur du marché) est : Le Responsable chargé des Normes Sociales ;
- Le Maître d'Ouvrage Délégué est : le PATNUC, ci-après désigné le Maître d'ouvrage ;
- Le Chef de service du Marché est : le Responsable Administratif et Financier du PATNUC, ci-après désigné Chef de service du Marché ;
- Le Représentant du MINMAP, Observateur ;
- Le Fournisseur est :

5.2. Nantissement

Le présent Marché peut être donné en nantissement, sous réserve de toute forme de cession de créance.

Dans ce cas :

- L'Autorité chargée de l'ordonnancement des paiements est : le Coordonnateur National du PATNUC ;
- L'Autorité chargée de la liquidation des dépenses est : le Coordonnateur National du PATNUC ;
- L'organisme chargé du paiement est la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) ;
- Le Responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution du présent Marché est : le Responsable Administratif et Financier du PATNUC.

Article 6 - DELAI ET LIEU D'EXECUTION

Le délai d'exécution est fixé à **douze (12) mois**, à compter de la date de notification de l'ordre de service.

Le lieu de livraison est l'Unité de gestion du projet.

Article 7 – DOMICILE DU FOURNISSEUR

Le Fournisseur fait élection de domicile à Yaoundé, **B.P:**, **Tél.:** (237)

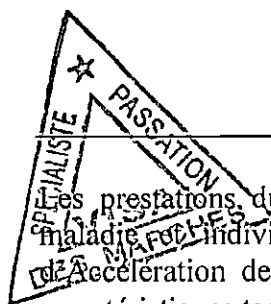
Toutes les notifications lui seront valablement faites à cette adresse.

CHAPITRE II : EXECUTION DE LA LETTRE COMMANDE

Article 8 – ROLE ET RESPONSABILITES DU FOURNISSEUR

Le fournisseur a pour mission d'assurer la fourniture de services tels que décrits dans l'article 9 sous le contrôle de la Coordination Nationale du PATNUC et ce conformément aux règles et normes en vigueur au Cameroun et aux spécifications de la présente Lettre Commande.

Article 9 – CONSISTANCE DES PRESTATIONS ET DESCRIPTION TECHNIQUE DES FOURNITURES



Les prestations du Fournisseur comprennent en objet la souscription d'une police d'assurance maladie individuelle accident en faveur du personnel de l'Unité de Gestion du Projet d'Accélération de la Transformation Numérique au Cameroun (PATNUC), conformément aux caractéristiques techniques décrites ci-après :

7- Couverture maladie pour notre personnel

Elle se fera selon la classification suivante :

- Assuré principal et conjoint (personnel de l'Unité de Gestion du Projet) : couverture maladie 80% des frais réels au Cameroun ;
- Enfants : couverture maladie 80% des frais réels. Le Plafond d'application des prestations portera sur dix (10) millions.

8- Assistance

Pour ce qui est de l'assistance nous aimerions avoir une description détaillée du fonctionnement de cette garantie ainsi que du contact de l'Assisteux éventuel qui prendra cette garantie en charge et de ses adresses éventuelles sur chaque continent. En outre, le soumissionnaire devra présenter les conventions avec les Assisteux en cours de validité ou les attestations prouvant leur validité.

Nous vous prions de nous faire parvenir, un dossier de cotation comprenant (cf. tableaux ci-dessous) d'une part :

- 4) la prime à payer ;
- 5) le tableau des prestations avec les limites de couverture au Cameroun ;
- 6) un pré-contrat comprenant les conditions générales et particulières des garanties maladie et assistance.

D'autre part les montants:

- 7) des consultations de généralistes, de spécialistes et les visites ;
- 8) des frais médicaux ;
- 9) des frais pharmaceutiques ;
- 10) des frais d'hospitalisation ;
- 11) de la chirurgie ;
- 12) des analyses et travaux de laboratoire ;
- 13) de la lunetterie (verres + monture);
- 14) des soins dentaires y compris prothèses;
- 15) de la maternité;
- 16) des sanatorium et préventorium;
- 17) La kinésithérapie, rééducations fonctionnelles consécutives à une maladie ou un accident garanti ;
- 18) Les problèmes orthopédiques et les massages lorsqu'ils sont prescrits médicalement.
- 19) Frais de radiologie, de laboratoire, d'échographie, de scanner, de fibroscopie et IRM.
- 20) Prise en charge accident suivi de coma, maladie ou infection avec retentissement cérébral (AVC, Méningite, les maladies cardiaques (crise cardiaque et syndromes coronariens aigus, covid 19, embolies pulmonaires)
- 21) Prise en charge des fausses couches occasionnées par des pathologies identifiées
- 22) Prise en charge dialyse cancer
- 23) Prise en charge Diabète
- 24) Prise en charge dialyse insuffisance rénale
- 25) Accouchement : normal, gémellaire et compliqué



NB : Les soumissionnaires sont tenus de se prononcer sur les exclusions conventionnelles à appliquer, en dehors des exclusions légales

9- Accidents : (voir tableau)

10- L'étendue des garanties

- La garantie s'étendra aux soins reçus au Cameroun pour tout le personnel et leurs conjoints + enfants (voir détail sur la liste jointe).
- La garantie s'étendra aux soins reçus au Cameroun pour les enfants légitimes et légitimés de ce personnel âgés tout au plus de 25 ans scolarisés.

11- Plafond et territorialité des garanties

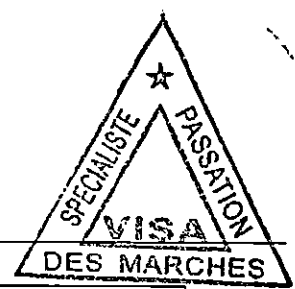
Le plafond annuel de remboursement est fixé à FCFA dix (10) millions par personne par an au Cameroun pour tous les assurés.

A cet effet, vous trouverez ci-joint l'effectif total des personnes à assurer, ainsi que l'ensemble des prestations attendues, qui devra vous servir de base pour votre cotation :

Noms et prénoms	Date de naissance	Sexe	Statut
MFUH Windfred FUAYE KENJI	26/06/1969	M	Assuré principal
APPI EUCHARIA MFUH	06/07/1970	F	Conjointe
FUAYE IVY Claribel	13/01/2000	F	Enfant
FUAYE Cindy	22/08/2001	F	Enfant
LANGHE LOIC KENJI MFUH	28/02/2000	M	Enfant
BETCHEM A NGON Jeanne Hortense	25/06/1979	F	Assurée principale
NGOTOBO ARROGA	12/08/1976	M	Conjoint
NGOTOBO NWAYING	22/02/2019	M	Enfant
NGOTOBO BIROUNG	14/04/2015	F	Enfant
NGOTOBO BELECK	29/12/2013	F	Enfant
NGOTOBO BASSEK	14/12/2011	F	Enfant
NGOTOBO AGUEP	19/05/2007	F	Enfant
TIENTCHEU DEUMAGA Janvier	01/01/1964	M	Assuré principal
AFOUBA Rose Chanceline	04/04/1984	F	Conjointe
AFOUBA ADA Kevina Ester	05/12/2003	F	Enfant
DEUMAGA DEUMAGA Mourinho José	17/07/2009	M	Enfant
NGO LOUA Amelie Adeline	20/08/2010	F	Enfant
TIENTCHEU DEUMAGA Emie Karelle	08/01/2003	F	Enfant
TIENTCHEU DEUMAGA Raphaël Nathan	25/01/2016	M	Enfant
TIENTCHEU DEUMAGA Ethan Roger	24/08/2018	M	Enfant
TIENTCHEU DEUMAGA Evan Kylian	22/02/2021	M	Enfant
EMBOLO JULIENNE NEE TSANGO IYORO	03/05/1980	F	Assurée principale
EMBOLO Jean Rostand	30/05/1978	M	Conjoint
IYORO EMBOLO Gilberto Lionel	20/10/2004	M	Enfant



ONGOLA EMBOLO Marcelle Elvira	05/11/2006	F	Enfant
TINE EMBOLO Stéphane Amaël	27/07/2008	M	Enfant
MBALA EMBOLO Marc-Antoine	10/04/2011	M	Enfant
NKWINTCHOUA Ghislain	13/05/1991	M	Assuré principal
MESSINE Tatiana	21/02/1987	F	Conjointe
BEBEKELGNE BAYA	26/01/2013	F	Enfant
KEWE Laure Martine	20/01/1973	F	Assurée principale
YIMBOU Thedom Jude Emmanuelle	08/07/2005	M	Enfant
FANGUENG THEDOM Urielle Jemima	07/01/2014	M	Enfant
NOUBI THEDOM Agnelle Eunice	03/08/2007	F	Enfant
ONDING ETEME Francois de Paul	02/06/1971	M	Assuré principal
NYA Léontine Flore	20/07/1976	F	Conjointe
BINELI ONDING Brigitte Amandine	05/02/2003	F	Enfant
NJITA ONDING Jaures Benoît	06/03/2007	M	Enfant
ONANA ONDING Daniel Archange	07/03/2017	M	Enfant
KAMGA Stéphane DEFFO	02/03/1971	M	Assuré principal
KAMGA NEE FOTSO NONO Caroline		F	
KAMGA KEGNE Marie Louisa	29/10/2019	F	Enfant
NIMINO Godwill	15/04/1982	M	Assuré principal
ANGEMBA MAFORH BIHTA	07/05/1984	F	Conjointe
NIMINO Precious SIRRI	06/02/2011	F	Enfant
NGU Hansel NIMINO	10/10/2012	M	Enfant
BIH Ann NIMINO	10/10/2012	F	Enfant
NIMINO FOTTI ABEH Godmawill	17/11/2022	M	Enfant
ELOUNDOU OWONA Zacharie	21/07/1970	M	Assuré principal
PIDI BIKOULA LEOCARDI	27/03/1979	F	Conjointe
ELOUNDOU BAYANG Emilie Grace	15/06/2004	F	Enfant
BODO ELOUNDOU Thecle Lysanias	27/07/2010	F	Enfant
MBOUDOU ELOUNDOU François Marie	14/08/2012	M	Enfant
NTOLO ELOUNDOU Clément Salomon	15/03/2015	M	Enfant
PEGUI Yannick Felix	22/11/1988	M	Assuré principal
FAMBEU PEGUI Ryan	20/05/2018	M	Enfant
MBA BIZO Téléphore	23/02/1975		Assuré principal
MBA BIZO Née MIMBAM Marcelle Margaret	06/04/1979		Conjointe
MBA BIZO Mabvoua Éricka	30/04/1998	F	Enfant
NOUALE MBA BIZO Raymonne Maeva	09/09/2002	F	Enfant
ADOURE MBA BIZO Arielle Xaviera	06/09/2002	F	Enfant
MBA BIZO Téléphore Rochelle Marly	01/03/ 2012	F	Enfant
NDJAW MBA BIZO Ange Roxanne	10/02/2013	F	Enfant
MIMBAM MBA BIZO Ryan Florent Percy	22/03/2016	F	Enfant
ABEDE NDZANA JANIL ARNAUD	18/04/1990	M	Assuré principal
NDJIB JOSEPH LAFORTUNE	26/10/1996	F	Conjointe
Grace MESODE NGOL'ESUEH	17/05/1975	F	Assurée principale



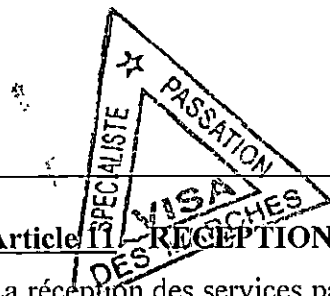
Moses NDEMBA IKUNDI	14/11/1999	M	Enfant
POUTOUOCHI NGOUNGUEU Ahoudou	18/04/1985	M	Assuré principal
FOUGNIGNI NJOYA Aminetou	03/11/2001	F	Conjointe
NGONO POUTOUOCHI Younes Farid	02/09/2016	M	Enfant
NFENJOU POUTOUOCHI Imrane Nael	27/06/2020	M	Enfant
MANDOU POUTOUOCHI Selma Maira	19/06/2021	F	Enfant
RAYE POUTOUOCHI Malika Naila	17/03/2023	F	Enfant

12- Les garanties

Item	Prestations
19.	Frais de consultation (visites analyses médicales)
20.	Frais médicaux
21.	Frais chirurgicaux
22.	Frais d'hospitalisation
23.	Frais pharmaceutiques
24.	Frais de radiologie, de laboratoire, d'échographie, de scanner, de fibroscopie et IRM.
25.	Prise en charge accident suivi de coma, maladie ou infection avec retentissement cérébral (AVC, Méningite, les maladies cardiaques (crise cardiaque et syndromes coronariens aigus, COVID 19, embolies pulmonaires)
26.	Prise en charge des fausses couches occasionnées par des pathologies identifiées
27.	Prise en charge dialyse cancer
28.	Prise en charge Diabète
29.	Prise en charge dialyse insuffisance rénale
30.	Accouchement : normal, gémellaire et compliqué ou chirurgical
31.	Couverture du sanatorium et préventorium
32.	Soins dentaires
33.	Soins de lunetterie
34.	Kinésithérapie, rééducations fonctionnelles consécutives à une maladie ou un accident garanti
35.	Prothèses orthopédiques et Massages lorsqu'ils sont prescrits médicalement.
36.	Transfert de malade dans le territoire (d'une ville à une autre ayant un plateau technique fiable)

Article 10 – INFORMATIONS ET DOCUMENTS A FOURNIR

Le Fournisseur devra produire sept (07) exemplaires enregistrés des pièces constitutives de la présente Lettre Commande.



Article 11 – RECEPTION DES SERVICES

La réception des services par une Commission mise en place par Note de service du Coordonnateur National et composée des membres ci-après :

- **Président** : Le Maître d'Ouvrage ou son représentant
- **Rapporteur** : Le Responsable chargé des Normes Sociales du PATNUC, Ingénieur du marché ;
- **Membres** :
 - Le Coordonnateur National du PATNUC ou son Représentant, Chef service du marché ;
 - Deux Représentants du PATNUC,
- **Observateur** : Le Représentant du Minmap ;
- **Invité**: L'Assureur.

Toute personne invitée avec voix consultative en raison de sa compétence sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

La Commission de réception s'assurera que les services remplissent les conditions de la présente Lettre Commande.

Cette Commission dressera un procès-verbal de réception dont trois (03) exemplaires seront remis au Fournisseur pour joindre à ses factures.

Article 12 – ASSURANCE

Le Fournisseur est tenu de souscrire une police d'assurance devant couvrir la qualité des services à fournir.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 13 : CAUTIONNEMENT DÉFINITIF

Le cautionnement définitif est fixé à 5% du montant TTC du Marché.

Il est constitué et transmis au chef du service du Marché dans un délai maximum de vingt (20) jours à compter de la date de notification du Marché.

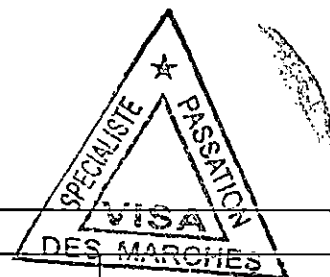
Le cautionnement sera restitué ou la garantie libérée, dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des prestations, à la suite d'une main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande du fournisseur.

Article 14 – GENERALITES – PRIX

Les prix de la présente Lettre Commande sont fermes et non révisables. Ils tiennent compte obligatoirement de toutes les fournitures, frais, faux frais et aléas, et sont entendus toutes taxes comprises.

Article 15 – MONTANT DE LA LETTRE COMMANDE

Le montant de la présente Lettre Commande est évalué de la manière suivante :



DESCRIPTION	Qté	PU	PT
Souscription d'une police d'assurance maladie et individuelle accident en faveur du personnel de l'Unité de Gestion du Projet de l'Accélération de la Transformation Numérique au Cameroun (PATNUC) et leurs ayants droits			
MONTANT TOTAL HT			
TVA (19,25%)			
Montant TTC			
IR (5.5%)			
NAP			

Arrêté la présente Lettre Commande à la somme de **Francs CFA**
Toutes Taxes Comprises, montant ferme et non révisable.

Article 16 – MODALITES DE PAIEMENT

Les paiements seront effectués en **Franc CFA** par le PATNUC sur présentation des pièces ci-après :

- Copie d'une facture proforma
- La Lettre Commande enregistrée+ quittance d'enregistrement
- Une facture définitive timbrée (01 original et 03 copies) suivant la réglementation en vigueur représentant les montants Hors Taxes et Toutes Taxes Comprises ;
- Un décompte de la tranche de paiement ;
- Un bordereau de livraison/Procès-verbal de réception ;
- Un certificat de non exclusion des marchés publics (ARMP) ;
- Un avis d'imposition ;
- Un exemplaire du dossier fiscal à jour ;
 - le NIU
 - l'attestation de non redevance de moins de 03 mois
 - Un plan de localisation timbrée
 - Le Relevé d'Identité Bancaire (RIB) actualisé
 - Le Registre de Commerce

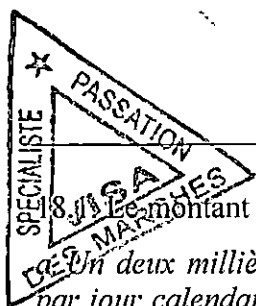
Les paiements se feront par virement au nom de, **B.P:**, **Tél. : (237)**

Conditions de Paiement

Les paiements sont effectués en **Franc CFA** dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle le prestataire, ayant signé le procès-verbal de réception du rapport d'activités, présente les factures au Coordonnateur National du PATNUC.

Article 17 : PÉNALITÉS

A. Pénalités de retard



Le montant des pénalités de retard est fixé comme suit :

a. Un deux millièmes (1/2000^e) du montant TTC du Marché de base et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le Marché ;

b. Un millièmes (1/1000^e) du montant TTC du Marché de base et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

36.2. Le montant cumulé des pénalités de retard est limité à dix pour cent (10%) du montant TTC du Marché de base et de ses avenants éventuels.

B Pénalités spécifiques

18.3 Indépendamment des pénalités pour dépassement du délai contractuel, le cocontractant est passible des pénalités particulières suivantes pour inobservation des dispositions du contrat, notamment :

- Remise tardive du cautionnement définitif : un deux millièmes (1/2000^e) du montant TTC du Marché de base et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard;
- Remise tardive de l'assurance qui couvre le matériel jusqu'au lieu de la livraison : un deux millièmes (1/2000^e) du montant TTC du Marché de base et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard;

Article 18 – DOMICILIATION BANCAIRE

Les paiements seront effectués en Francs CFA à la réception du matériel par virement au compte de ouvert à au N°

Article 19 – REGIME FISCAL

Le Fournisseur se conformera à la législation en vigueur au Cameroun sur les taxes et impôts.

Article 20 – TIMBRE ET ENREGISTREMENT

Sept (07) exemplaires de la présente Lettre Commande sont à timbrer et à enregistrer par les soins du Fournisseur conformément à la réglementation en vigueur.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES

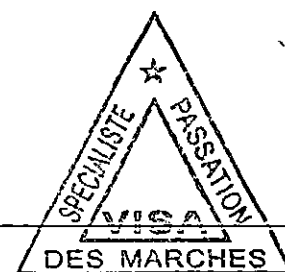
Article 21 – EDITION ET DIFFUSION DE LA LETTRE COMMANDE

Sept (07) exemplaires de la présente lettre commande sont édités et diffusés.

Article 22 – LITIGES

Tout litige survenant entre les parties contractantes fera l'objet d'une tentative de conciliation par entente directe.

A défaut de règlement à l'amiable, tout différend découlant de la présente Lettre Commande sera définitivement tranché par la juridiction camerounaise compétente.

**Article 23 – RESILIATION DE LA LETTRE COMMANDE**

La présente Lettre Commande peut être résiliée dans les conditions et formes prévues par la réglementation en vigueur.

Article 24 – VALIDITE DE LA LETTRE COMMANDE

La présente Lettre Commande ne sera valide qu'après sa signature par le Coordonnateur National du Projet d'Accélération de la Transformation Numérique au Cameroun (PATNUC) et n'entrera en vigueur qu'à sa notification au Fournisseur.

PAGE ET DERNIERE DE LA LETTRE COMMANDE N°
LC/MINPOSTEL/PATNUC/CSPM/SPM/2023 DU..... PASSÉE AVEC
....., B.P :, TEL. : (237) POUR LA SOUSCRIPTION
D'UNE POLICE D'ASSURANCE MALADIE ET INDIVIDUELLE ACCIDENT EN FAVEUR DU
PERSONNEL DE L'UNITÉ DE GESTION DU PROJET D'ACCÉLÉRATION DE LA
TRANSFORMATION NUMÉRIQUE AU CAMEROUN (PATNUC) ET LEUS AYANTS DROITS

En présence des témoins, les parties ont signé la présente Lettre Commande en conformité avec les lois du Cameroun le jour et an mentionnés ci-dessous.

Yaoundé, le _____

LU ET APPROUVE

**Le Coordonnateur National du PATNUC
Maître d'Ouvrage Délégué**

The logo is a triangle with the text "SPECIALISTE" at the top, "DES MARCHES" on the left side, and "PASSATION" on the right side. A five-pointed star is located at the top right vertex. In the center of the triangle, the words "VISA ACHETER" are written vertically.

Date de remise des plis le _____

5 – Tableau comparatif des cotations

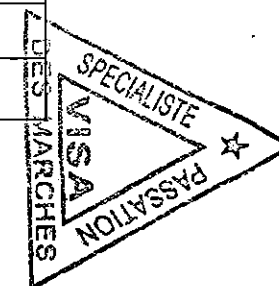
[illegible]

Projet d'Accélération de la Transformation Numérique au Cameroun (PATNUC)

N° Liste des Compagnies d'assurance

6. Liste des établissements bancaires et organismes financiers autorisés à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics

N°	Liste des établissements de crédit	Sigle
01	Afriland First Bank (FIRST BANK) B.P. 11 834, Yaoundé	FIRST BANK
02	Banque Atlantique Cameroun (BACM) B.P. 2 933, Douala	BACM
03	Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME) B.P. 12 962, Yaoundé	BC-PME
04	Banque Gabonaise pour le Financement International (BGFIBANK) B.P. 600, Douala	BGFIBANK
05	Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit (BICEC) B.P. 1 925, Douala	BICEC
06	Bank Of Africa Cameroun (BOA Cameroun) B.P. 4 593, Douala	BOA Cameroun
07	Citibank Cameroun (CITIGROUP) B.P. 4 571, Douala	CITIGROUP
08	Commercial Bank-Cameroun (CBC) B.P. 4 004, Douala	CBC
09	Crédit Communautaire d'Afrique - Bank (CCA-BANK) B.P. 30 388, Yaoundé	CCA-BANK
10	Ecobank Cameroun (ECOBANK) B.P. 582, Douala	ECOBANK
11	National Financial Credit-Bank (NFC-Bank) B.P. 6 578, Yaoundé	NFC-Bank
12	Société Commerciale de Banques-Cameroun (SCB-Cameroun) B.P. 300, Douala	SCB-Cameroun
13	Société Générale Cameroun (SGC) B.P. 4 042, Douala	SGC
14	Standard Chatered Bank Cameroon (SCBC) B.P. 1 784, Douala	SCBC
15	Union Bank of Cameroon (UBC) B.P. 15 569, Douala	UBC
16	United Bank for Africa (UBA) B.P. 2 088, Douala	UBA



01	Activa Assurances, B.P. 12 970, Douala
02	Area Assurances S.A, B.P. 1 531, Douala
03	Atlantique Assurances S.A, B.P. 2 933, Douala
04	Beneficial General Insurance S.A, B.P. 2 328, Douala
05	Chanas Assurances S.A, B.P. 109, Douala
06	CPA S.A, B.P. 54, Douala
07	Nsia Assurances S.A, B.P. 2 759, Douala
08	Pro Assur S.A, B.P. 5 963, Douala
09	SAAR S.A, B.P. 1 011, Douala
10	Saham Assurances S.A, B.P. 11 315, Douala
11	Zenithe Insurance S.A, B.P. 1 540, Douala
12	Allianz Assurance

